

AP N° 2025-APC-214-IC

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société MALTEUROP
Commune de Pringy**

Le Préfet de la Marne

VU

- le Code de l'Environnement ;
- l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- l'arrêté préfectoral n°2000 A 69 IC du 6 juin 2000 autorisant la société Malteurop France, dont le siège est situé 2 rue Clément Ader à Reims, à exploiter son établissement de la commune de Pringy ;
- l'étude de dangers du 6 juin 2011 présentée par la société Malteurop France pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Pringy ;
- la nouvelle version de l'étude de dangers transmise en mai 2014 ;
- l'étude de dangers mise à jour en novembre 2023 et en juin 2024 suite aux demandes de compléments ;
- les rapports de visite de l'inspection des installations classées en date du 28 avril 2023 et 8 février 2024 ;
- le rapport et les propositions en date du 7 juillet 2025 de l'inspection des installations classées ;
- le projet d'arrêté porté le 24 juillet 2025 à la connaissance du demandeur.

CONSIDÉRANT

- que la société exploite des installations pouvant dégager des poussières inflammables ;
- que ces installations sont susceptibles de générer des effets au-delà des limites de propriété du site ;
- que l'accidentologie relative à ce type d'activité démontre que ces installations sont susceptibles de présenter des risques technologiques ayant des conséquences graves ;
- qu'il appartient à l'exploitant de démontrer dans son étude de dangers, via une analyse de risques, les mesures permettant de prévenir et de protéger ses installations des risques d'explosions et d'incendies ;
- que des mesures de réduction des risques et de leurs effets ont été mises en œuvre sur le site, en prenant en compte les possibilités techniques liées à l'âge des installations et aux connaissances scientifiques du moment ;
- qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires.

ARRÊTE

1. IDENTIFICATION

La société Malteurop France, dont le siège social est situé à 2 rue Clément Ader à Reims, est autorisée à poursuivre l'exploitation de son site situé 58 Grande rue sur le territoire de la commune de Pringy, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs en date des 6 juin 2000 et 14 octobre 2011 modifiées et complétées par celles du présent arrêté.

2. ARTICLE MODIFIÉ : AUTORISATION D'EXPLOITER

L'article 1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2000-A-69-IC du 6 juin 2000 est abrogé et remplacé comme suit :

« L'autorisation d'exploiter vise les installations classées exploitées dans l'établissement, répertoriées dans le tableau suivant :

N°	Désignation de la rubrique	Volume sur site	Régime
1185 2.a)	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Équipements climatiques (Pompe à chaleur) Total : 8100 kg	DC
2160 2.a)	Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 : 2. Autres installations : a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m ³	41 038 m ³	A
2220 2.a)	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, fermentation, etc., à l'exclusion des	Production continue toute l'année 348t/jour (orge ou blé)	E

	activités classées par ailleurs et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes. La quantité de produits entrants étant : 2. Autres installations a) Supérieure à 10 t/j		
2752	Station d'épuration mixte (recevant des eaux résiduaires domestiques et des eaux résiduaires industrielles) ayant une capacité nominale de traitement d'au moins 10 000 équivalents-habitants, lorsque la charge des eaux résiduaires industrielles en provenance d'installations classées autorisées est supérieure à 70% de la capacité de la station en DCO	Capacité nominale de traitement : 10500 équivalents habitants Charge des eaux résiduaires Malteurop Pringy en DCO par rapport à la capacité de la station : 82 %	A
2910 A.2)	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Combustible : gaz naturel 2 chaudières Puissances : 5,4MW + 8,6MW 14MW	DC

A = Autorisation ; E = Enregistrement ; DC = Déclaration Contrôlée

3. CONCEPTION ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS

3.1. Aspiration

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration.

Afin de lutter contre les risques d'explosion du système d'aspiration, les dispositions suivantes sont prises conformément à l'étude de dangers réalisée, et en complément des prescriptions de l'article 2.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2000 A 69 IC du 6 juin 2000 :

- toutes les parties métalliques du ou des filtres sont reliées à la terre ;
- toutes les parties isolantes (flexibles, manches, etc.) sont suffisamment conductrices afin de supprimer les risques de décharges électrostatiques ;
- les ventilateurs d'extraction sont placés côté air propre du flux ;
- les filtres à manches sont équipés d'évents d'explosion et de détecteurs de dysfonctionnement ;
- s'il y a un risque d'aspiration de particules incandescentes, les filtres sont équipés en amont d'un détecteur d'étincelle.

En cas de changement du dispositif, celui-ci devra présenter a minima les caractéristiques citées précédemment, et s'il en existe, les ventilateurs d'extraction devront être disposés coté air propre du flux.

Le système d'aspiration est correctement dimensionné (en débit et en lieu d'aspiration).

3.2. Prévention des risques liés aux appareils de manutention

Conformément à l'étude de dangers élaborée par l'exploitant, et en complément des prescriptions de l'article 4.17 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2000 A 69 IC du 6 juin 2000, les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes.

En particulier, les dispositifs suivants sont installés :

- contrôles de rotation : élévateurs, transporteurs à bande et transporteurs à chaîne ;
- contrôles déport de sangle/tambours : élévateurs ;
- contrôles de bourrage : élévateurs et transporteurs à chaîne ;
- contrôles de température paliers : élévateurs et transporteurs à chaîne ;
- contrôles de températures sur joues : élévateurs.

Les transporteurs et élévateurs sont asservis à ces contrôles de dysfonctionnement et sont asservis entre eux. Ils sont également asservis au fonctionnement des deux filtres centralisés (sur BP1 et BP2).

Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont avec un asservissement visuel et sonore. Cet arrêt se fait avec une temporisation entre le moment où le détecteur va détecter un défaut et l'arrêt du circuit de façon à vider le circuit et à ne pas générer un risque lors du redémarrage. Cet arrêt est automatique et ne dépend d'aucune intervention humaine. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.

La liste des contrôles de dysfonctionnement est synthétisée dans un tableau mis à jour régulièrement en fonction des évolutions et tenu à disposition de l'inspection.

Si des modifications interviennent sur l'un de ces dispositifs, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs et leur niveau de sécurité au moins équivalent.

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence (a minima annuelle) et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

4. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

4.1. Article modifié : Moyens de lutte contre l'incendie

Les prescriptions de l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2000 A 69 IC du 6 juin 2000 sont modifiées comme suit :

La phrase « Chaque installation de combustion doit être dotée d'au moins deux extincteurs de classe 55B et d'une extinction automatique dont le déclenchement doit interrompre automatiquement l'alimentation en combustible. » est remplacée par « Chaque installation de combustion doit être dotée d'au moins un extincteur avec la mention : " Ne pas utiliser sur flamme gaz " à proximité. »

4.2. Organisation

L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers.

L'exploitant a un POI commun avec les autres entreprises présentes sur le site (Vivescia et Kalizea).

Ces plans sont mis à jour et testés à intervalle n'excédant pas 3 ans.

4.3 Procédures d'alerte SNCF

Une procédure d'alerte en cas d'incendie ou d'explosion susceptible de toucher la voie ferrée à proximité du site est rédigée par l'exploitant et communiquée à la SNCF.

Cette procédure comprend a minima les coordonnées téléphoniques régulièrement mises à jour du service SNCF à joindre en cas d'accident.

La procédure est testée à intervalles réguliers par l'exploitant, a minima une fois par an. Les résultats de ces exercices sont consignés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les éléments opérationnels pertinents fixés dans la procédure sont à intégrer dans le Plan d'opération interne indiqué à l'article 4.2 du présent arrêté.

5. PRÉVENTION DES ACCIDENTS LIÉS AU VIEILLISSEMENT

Les structures des silos font l'objet d'un suivi spécifique afin de prévenir les risques d'accidents liés à la vétusté et au vieillissement de celles-ci et de s'assurer de leur niveau de sécurité.

L'exploitant met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé périodiquement, à une fréquence à déterminer par l'exploitant au minimum annuelle et doit être enregistré par l'exploitant. En cas de constat de l'évolution des structures ou a minima tous les 5 ans, un contrôle approfondi des structures est mené (analyse du béton, résistance, ferrailage, etc.) par un consultant extérieur compétent en la matière et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.

L'état initial, le programme de surveillance et les résultats de cette dernière, les justificatifs des interventions éventuelles sont tenus à la disposition des installations classées.

6. AUTRES DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

6.1. Exploitation des installations

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans l'étude de dangers (EDD) de juin 2024.

6.2. Barrières de sécurité

Sont considérées comme barrières de sécurité les mesures figurant dans l'EDD susmentionnée.

6.3. Événements et surfaces soufflables

L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du Code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. Ces mesures de protection consistent en la pose d'événements et de surfaces soufflables.

Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres, équipements de manutention, etc.) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis de dispositifs permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans ces volumes.

Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.

L'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour ne pas exposer de personne à la flamme sortant des événements ou des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées par le personnel.

Les volumes décrits ci-dessous disposent des surfaces soufflables suivantes :

	Localisation	Dimension des événements/surfaces soufflables (m ²)	PStat* (mbar)
Fosse élévateur		18,1	100
Tour de manutention	RDC	24,3	100
	Étages + 1 à + 4	36,9	100
	Étages + 5 +6	30,9	100
	Étages +5 à +8	60,1	100
	Étage +9	30,5	100
	Étage + 10 sur cellules	148,2	100
	Étages +10 à +12 tour	60,85	100
As de carreau malt		28,5	100
As de carreau orge		23,3	100
½ as de carreau petits blé		15,4	100

* Pression statique d'ouverture

Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers du site et dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité.

6.4. Découplage

Lorsque la technique le permet, et conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents.

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible.

L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :

Volume A	Volume B	Nature du découplage
Galerie sous cellule	Tour	Porte
Galerie sur cellule	Tour	Porte

Un découplage entre la tour et la galerie enterrée est en place de façon à prévenir une explosion se produisant dans la tour et se propageant vers la galerie, et à laisser passer une explosion se produisant dans la galerie enterrée vers la tour.

L'ensemble des ouvertures communicant avec les galeries inférieure et supérieure (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de manutention. Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible.

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques, de type ferme-porte automatique excepté si la conception des postes ne le permet pas. Dans ce dernier cas, la justification doit en être apportée, notamment, sur les propriétés équivalentes du dispositif de découplage retenu. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée en gros caractères.

6.5. Autres mesures

Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, d'autres mesures de protections venant en complément des barrières classiques (événements, découplages, etc.) sont mises en place :

- des couloirs de chute dans l'ensemble des as de carreaux et cellules « intérieures » du silo et qui sont utilisés ;
- réparation des épaufrures sur les tours et les cellules ;
- suppression des boisseaux métalliques à l'étude afin d'augmenter les surfaces soufflables.

7. MODALITÉS ET DÉLAIS D'APPLICATION

7.1. Délais d'application

Sauf mention contraire définie au présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables dès sa notification.

7.2. Sanctions

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, les sanctions prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

7.3. Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

7.4. Droit des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

7.5. Exécution

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé (ARS), au Service départemental d'incendie et de secours de la Marne, à la Direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Pringy qui en donnera communication à son conseil municipal.

Monsieur le Maire de Pringy procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Notification en sera faite à la société Malteurop France dont le siège social est situé au 2, rue Clément Ader à Reims.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

A Châlons-en-Champagne le 14 OCT. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Raymond YEDDOU

